

Mr Roland LE CLEZIO

Professeur agrégé de philosophie

La crise de l'autorité.

L'autorité est en crise, et cette crise est générale et profonde. Elle touche tous les secteurs de la société. Nous avons tous en tête des images qui frappent notre imagination et sont symptomatiques de l'étendue de la crise (caillassage des camions de pompiers, agression des policiers et gendarmes à l'aide de boules de pétanque et de mortiers d'artifice, menaces et agressions des élus locaux). Il ne s'agit pas là de simples faits divers, mais de la révélation de la mise en cause de toutes les autorités (famille, école, police, institutions politiques, vérités scientifiques). Cette crise est également profonde, sapant les institutions politiques et les hiérarchies qui sont nécessaires au bon fonctionnement et à la cohésion de la collectivité. Elle concerne aussi l'autorité éducative des adultes, indispensable pour compenser ou corriger le manque de maturité et d'autonomie des jeunes, et pour transmettre les connaissances et les valeurs qui assurent la continuité d'une génération à l'autre.

D'un côté cette crise de l'autorité est manifeste dans bon nombre de faits d'actualité (crise des gilets jaunes, COVID 19 avec contestation des autorités sanitaires) et de l'autre elle peut paraître dérisoire par rapport aux grands enjeux actuels (accélération du réchauffement climatique, crise de l'énergie, guerre en Ukraine). Mais la crise de l'autorité ne doit pas être mise au second plan car elle est loin d'être extérieure à tous ces problèmes.

1. Définition de l'autorité.

En premier lieu l'autorité doit être distinguée de la domination et du pouvoir. La domination est un rapport de force, une capacité à imposer l'obéissance par la contrainte. C'est une sorte de pouvoir brut sur quelqu'un, une relation à sens unique qui écrase le dominé, l'empêchant d'être libre. Le pouvoir, en démocratie, est un rapport politique qui présuppose un accord de coordination des efforts collectifs dans un groupe quelconque. Il faut que quelqu'un dirige et prenne les décisions au nom de tous afin que tous agissent avec un minimum d'ordre. Le pouvoir est donc défini par la place de celui qui commande. C'est une place vide dans un organigramme qui peut

être occupée successivement par différentes personnes s'il existe un accord collectif sur l'institution. Il s'agit donc d'un pouvoir « avec », c'est-à-dire de la capacité des hommes à agir de manière concertée. Le rapport de commandement s'établit au profit de tous et non plus seulement au profit de celui qui commande.

L'autorité n'est ni la domination ni le pouvoir. La domination n'a pas besoin d'autorité puisqu'il lui suffit d'utiliser la force, et le pouvoir est distinct de l'autorité comme le prouvent certains détenteurs de pouvoir qui manquent d'autorité (professeurs, chefs d'entreprises ou d'États). A l'inverse certaines personnes dépourvues de pouvoir font preuve d'autorité (Gandhi, Martin Luther King).

L'autorité peut être définie comme la capacité d'obtenir une obéissance volontaire, sans utiliser la force ni ouvrir des discussions pour négocier les ordres, et sans qu'il soit nécessaire de marchander l'obéissance. Pour Hannah Arendt « L'autorité exclut l'usage des moyens extérieurs de coercition. Là où la force est employée, l'autorité a échoué ». Par exemple, les professeurs qui se font obéir en utilisant la menace ou les sanctions font, en fait, preuve d'un manque d'autorité. Puisqu'ils ne sont pas obéis volontairement, ils tentent d'établir un rapport de force, ce qui n'est plus de l'autorité mais de l'autoritarisme. Hannah Arendt poursuit son analyse en disant que « Là où la discussion est employée, l'autorité aussi a disparu ». Cela se comprend plus difficilement car le modèle d'éducation autoritaire d'autrefois a été remplacé aujourd'hui par la négociation. Or, en négociant, on se place sur un plan d'égalité, annulant le rapport hiérarchique essentiel à l'autorité. Ainsi, les parents qui commencent par négocier pour obtenir l'obéissance de leur enfant abandonnent par avance le terrain de l'autorité. Sur ce terrain de la négociation l'enfant comprend très bien qu'il n'a pas intérêt à être convaincu et il peut continuer à discuter longtemps. Une autorité qui se considère comme tenue de donner des raisons est déjà affaiblie. Nietzsche disait : « Une véritable autorité n'a pas besoin de se justifier ». Cela ne veut pas dire qu'il faut commander sans donner d'explications. Le parent doit expliquer ce qu'il veut pour obtenir l'adhésion de l'enfant. Enfin les parents qui promettent une récompense, tentent de corriger leur manque d'autorité par de la manipulation. Ces parents remplacent l'éducation par de la séduction.

L'autorité n'est ni la force brutale, qui est domination et abus de pouvoir, ni la discussion qui implique un rapport d'égalité, ni la démagogie qui n'est que flatterie. Pourquoi obéit-on volontairement ? Tout simplement parce que l'autorité est un droit de commander accepté, tenu pour légitime. L'autorité suppose une certaine reconnaissance entre celui qui obéit et celui qui commande. Myriam Revault d'Allones explique : « Dans la relation d'autorité, les deux termes ont quelque chose de commun. Ils reconnaissent mutuellement la justesse et la légitimité d'une dissymétrie, d'une hiérarchie, où chacun des deux a, d'avance, sa place fixée ». Un exemple simple de cette relation est celui de l'apprentissage dans lequel le maître d'apprentissage explique, montre l'exemple et l'apprenti écoute et essaye. Il existe un rapport hiérarchique sans recours à la force ni à la négociation. Plus le maître est

compétent, plus son autorité est grande, et plus l'apprenti lui obéit volontairement. Autrement dit, on obéit à l'autorité parce qu'on a confiance. La crise de l'autorité est une crise de la reconnaissance, de la légitimité et de la confiance.

2. Diagnostic de la crise de l'autorité.

Dans l'Antiquité et au Moyen Âge on a mis sa confiance dans les traditions.

A Rome, on distingue plus clairement qu'aujourd'hui l'autorité et le pouvoir. Ceux qui sont en autorité à cette époque là n'ont pas le pouvoir. Le pouvoir a pour tâche d'organiser l'espace social et politique et se déploie sur un territoire. Il est de nature spatial. Mais les décisions qu'il prend, à un moment donné, peuvent bouleverser la société au point de rompre ses équilibres antérieurs. Les Romains avaient conscience que l'unité de la société devait se construire non seulement dans l'espace, mais aussi dans le temps entre les générations. Ils cherchaient le moyen de transmettre leurs valeurs, leur culture, leur histoire et tout ce qui fait le lien entre les générations. Une société peut se défaire rapidement si ce qui la cimente vient à être attaqué par des décisions politiques inconsidérées. Il n'y a qu'à voir comment les décisions de Trump aux États-Unis, ou le Brexit, peuvent, en quelques années, bouleverser une société et un ordre international. Nous avons quitté l'ordre établi après la deuxième guerre mondiale pour un nouvel ordre plus conflictuel. Pour les Romains, maintenir l'unité de la société dans le temps est la tâche de l'autorité dévolue à cette époque au Sénat. Il s'agissait d'une assemblée d'anciens qui examinait la conformité des actes du pouvoir avec les traditions de la ville. Ce qui, alors, faisait autorité c'était donc le passé. Le Sénat donnait un avis qui était plus qu'un conseil et moins qu'un ordre.

Au Moyen Âge, l'autorité se fonde toujours sur la tradition (religieuse, juridique, philosophique, littéraire). Comme l'étymologie l'indique, l'autorité est la qualité d'un auteur reconnu, admiré (Platon, Aristote, les Prophètes, les Apôtres). A cette époque, on considérait également le commentateur, qui éclairait le sens d'un écrit en y ajoutant ses propres réflexions, comme un véritable auteur. Le commentateur augmentait la richesse d'une tradition en dialoguant avec elle. Le modèle de ce commentateur qui augmente la tradition est l'exégèse biblique avec les Pères de l'Église puis Thomas d'Aquin. Au Moyen Âge, cette conception de l'autorité a été celle de l'Église. Ainsi, Myriam Revault d'Allones a affirmé : « Le coup de génie de l'Église, dans l'Histoire, a été de laisser le pouvoir aux princes pendant qu'elle se réservait l'autorité ». Les princes se battaient pour le territoire et l'Église se réservait le contrôle des valeurs dans le temps. En fait cette vision est un peu idéalisée car souvent l'Église s'est compromise avec le pouvoir temporel. L'autorité est donc un supplément d'âme qui donne au pouvoir la capacité d'obtenir une obéissance consentie. A cette époque, elle repose sur la confiance dans le passé et la tradition.

Cette conception de l'autorité s'est perpétuée jusqu'à nous, mais elle est bien affaiblie aujourd'hui.

A la fin du Moyen Âge et au début de la modernité survient la **première crise de l'autorité**, soit aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles. L'autorité des Anciens est mise à mal par trois temps forts (renaissance artistique italienne, invention de l'imprimerie et les grandes découvertes) et par quatre grandes révolutions (scientifique avec Copernic et Galilée, religieuse avec Luther et Calvin, bouleversements politiques avec l'apparition des grands États, et philosophique avec Descartes). A cette époque apparaît une nouvelle façon de voir le monde qui s'affermi pendant trois siècles, période appelée la modernité.

Durant la période de la Modernité on assiste à un mouvement massif d'arrachement au passé et à la tradition dans le savoir et sur le plan politique.

Dans le savoir, l'ultime source de l'autorité n'est plus la tradition mais la raison. Les penseurs de la Modernité et des Lumières avancent des idées nouvelles (l'esprit critique, le doute, le libre examen des idées et des dogmes, le droit d'expression et l'autonomie de la réflexion). Descartes met en doute toutes les idées reçues et manifeste sa volonté d'examiner, avec esprit critique, tout ce qu'il a appris durant ses études. Il rejette l'autorité en matière de savoir et affirme la liberté de réflexion du sujet pensant : « Je ne dois retenir aucune idée sans l'avoir examinée par moi-même. Je ne dois pas la croire parce qu'on me l'a enseignée ou parce que les autorités la professe, mais parce que je l'ai examinée et reconnue pour vraie ». Un siècle plus tard, à la veille de la Révolution Française, Kant dénonce la paresse et la lâcheté avec laquelle nous nous en remettons trop souvent à l'autorité d'un autre et il appelle à « oser penser par soi-même ».

Au plan politique, Rousseau, au XVIII^{ème} siècle, pose la question de savoir ce qu'est une autorité légitime en politique et d'où elle vient. Sa réponse est celle du Contrat Social passé entre tous les citoyens. La source de la légitimité de toute autorité se trouve dans la Loi qui exprime la volonté du peuple souverain.

L'homme se tourne vers la raison dans le savoir, vers la compétence dans le domaine des sciences et des techniques, vers la loi au plan politique, et finalement vers le progrès. Ce sont donc de nouvelles valeurs. Avec la modernité surgit une qualité nouvelle du temps, issue d'un rapport nouveau au futur. L'autorité a changé de sens. Les hommes ont toujours besoin de ce petit plus qui fabrique du lien social, mais ils croient le trouver désormais dans la confiance dans le progrès et donc dans l'avenir. Mais ce fondement de la confiance dans le progrès est plus fragile que le précédent car un progrès chasse l'autre. Tocqueville décrit bien ce danger qui menace la modernité entraînée par l'accélération du temps. Il affirme : « Dans cette croyance nouvelle au progrès, la trame des temps se rompt à tout moment et le vestige des

générations s'efface. On oublie aisément ceux qui nous ont précédés, et l'on n'a aucune idée de ceux qui nous suivront. Le lien entre les générations se défait de plus en plus, même si la même foi dans l'avenir les réunit ».

A la fin du XIX ème et au début du XXème siècle on pensait avoir trouvé une sorte d'équilibre entre les deux sources de l'autorité, à savoir la tradition et le progrès, le passé et le futur. Mais durant le XX ème siècle la confiance dans le futur s'est écroulée à son tour à la suite des deux guerres mondiales, de l'apparition des systèmes totalitaires (Nazisme, Fascisme, Stalinisme, Maoïsme), de la fabrication et de l'utilisation de la bombe atomique, de la mise en danger de la nature par l'hypertrophie de la rationalité technique et instrumentale qui donne la priorité des moyens sur les fins, et pour terminer l'effondrement des mythes révolutionnaires et des religions séculières (régime soviétique). Une des conséquences de cette histoire catastrophique est le renversement des valeurs qu'elle a provoqué. La notion d'autorité avait, certes, changé de sens, de la confiance dans le passé à la confiance dans le futur, mais elle restait une notion positive. Actuellement elle apparaît comme une valeur négative. Elle est vécue maintenant comme une relation injuste qui peut toujours être soupçonnée. Elle n'est pour Nietzsche que « la manifestation de l'instinct grégaire et du dressage éducatif ». Pour Freud elle prend sa source dans des « mécanismes psychologiques régressifs » (fascination pour le pouvoir, régression à la situation infantile, peur d'être abandonné, de perdre la reconnaissance ou l'amour de celui qui détient l'autorité et qui tient la place du père). L'expérience de Milgram a bien mis en évidence cet attrait pour une autorité morbide, Des volontaires croyaient envoyer des décharges électriques de plus en plus fortes à des sujets sous une autorité scientifique que peu d'entre-eux ont remise en cause en manifestant une révolte morale. Cette expérience met en évidence la pathologie de l'obéissance comme soumission aveugle, sans esprit critique, par paresse, par lâcheté, par crainte de troubler notre confort ordinaire. A cette pathologie de l'obéissance correspond, en miroir, une pathologie de l'autorité que l'on appelle l'autoritarisme, très fréquente à tous les étages de la société. Tout ceci est à l'origine de la **deuxième crise de l'autorité** qui est devenue une valeur ambiguë. Les gens ne savent plus à qui faire confiance.

L'hypermodernité est marquée par la **troisième crise de l'autorité** avec toutes les tendances de la modernité qui semblent poussées à l'extrême.

L'hyperindividualisme caractérise la poussée à l'extrême des valeurs de la démocratie. La démocratie, mal comprise, réclame toujours plus de liberté ce qui conduit à considérer le moindre commandement comme tyrannique. Elle réclame également plus d'égalité ce qui conduit à contester les rapports hiérarchiques et plus d'explications et de justifications mettant à mal la prise de décisions. La démocratie tend à détruire la notion même d'autorité dont elle a pourtant besoin pour fonctionner.

Même une décision prise à l'unanimité tend à être discutée aujourd'hui, considérée comme une tyrannie du plus grand nombre. Chacun a tendance à s'en remettre à ses opinions, ses croyances et la société se disperse en une multitude d'individus isolés ayant chacun ses valeurs.

La pluralité des opinions conduit au communautarisme et au séparatisme, Les individualités se regroupent par affinité avec émergence de nouvelles formes d'autorités (leader d'opinions, gourous) et on assiste à l'éclatement de la société en communautés fermées et antagonistes. Nous ne reconnaissons plus une autorité commune mais des autorités qui sont souvent dans la surenchère identitaire au point que dans certains quartiers nous sommes menacés par le séparatisme, c'est-à-dire la volonté de diviser la société en territoires culturellement séparés. De nouvelles formes d'autorité apparaissent (responsable religieux, grand frère, caïd), Selon certains modèles culturels, les garçons, et principalement les aînés, sont éduqués sans limites et donc habités par un sentiment de toute puissance avec pour résultat, un risque d'antinomie avec d'un côté une société de clans, et de l'autre une société de citoyens.

La frustration et le ressentiment engendrés par l'hyperindividualisme. Dans les années 70, dans tous les domaines de la société, tout un courant d'éducation pédagogique a critiqué l'éducation traditionnelle et promu une éducation libertaire et permissive, proclamant que l'on pouvait apprendre sans effort, promouvant la recherche du bonheur et de la satisfaction immédiate et défendant l'enfant « roi ». La conséquence en est que la moindre frustration est vécue par le jeune comme une injustice insupportable et l'émotion de la colère prend le pas sur tout le reste. La faiblesse de l'éducation familiale est sans aucun doute une des sources de cette situation. Beaucoup de ces jeunes n'ont pas appris dans leur famille les rituels les plus simples de la politesse et du comportement en société (dire bonjour, répondre correctement avec un niveau de langage adapté, participer aux tâches ménagères, ranger ses affaires) . Ils n'ont pas reçu de règles claires. Pas une parole d'adulte ne vient corriger les idées qu'ils apprennent dans le quartier où règne la loi du groupe et de son petit chef. L'absence du « non » du père dans l'enfance est probablement en partie à l'origine des destructions commises par les jeunes sous l'emprise de l'émotion(parfois justifiée). Mais l'émotion ne fait pas une société. L'émotion collective, amplifiée par les réseaux sociaux, n'exprime ni la justice ni la vérité. Les réseaux sociaux concourent à créer des mondes culturels séparés, des communautés étrangères les unes aux autres, avec des autorités multiples. L'autorité est devenue diffuse et par là même irresponsable, alors que toute autorité suppose un responsable. L'autorité de la toile est sans auteur, anonyme, une autorité de la rumeur. Le résultat en est que la science ne fait plus autorité dans des domaines tels que les OGM, les vaccins, le réchauffement climatique, le COVID 19. Beaucoup se méfient des scientifiques alors qu'ils font facilement confiance à tous ceux qui les critiquent sur internet.

En résumé, la crise de l'autorité n'a pas commencé en 1968 comme on le dit souvent. Elle a ses racines dans l'évolution même de notre civilisation. C'est un symptôme d'une crise de la culture et de la société qui prend sa source dans l'antiquité, mais qui s'est accélérée ces dernières années. Ce qui est en crise finalement c'est notre monde commun celui qui unissait les Anciens autour de la tradition ou les Modernes autour des valeurs du progrès de la loi et de la raison . Ce qui est en crise c'est une relation au temps qui donnait du sens à nos vies. Nous ne vivons plus vraiment aujourd'hui ni dans le passé ni dans l'avenir, ni même dans le présent.

3. L'autorité est-elle oui ou non une valeur obsolète ?

Oui dans sa forme ancienne et autoritaire, exigeant la soumission. Cette autorité là nous apparaît aujourd'hui négative car contraire aux valeurs de la démocratie que sont la liberté et l'égalité.

Non car la démocratie, comme toute société, a besoin d'une autorité positive, à condition de trouver une manière nouvelle d'obtenir l'adhésion et la confiance dans l'exercice du commandement.

Pour construire cette autorité positive, il faut considérer le problème sous trois angles : celui du citoyen, du responsable et de l'exécutant.

En tant que citoyen, on est confronté à un conflit de valeurs, Nous voulons toujours plus de liberté et d'égalité au risque de voir se développer le désordre et l'insécurité. Par conséquent nous voulons également plus d'ordre et de sécurité avec, cette fois, le risque de la restriction des libertés et de l'autoritarisme. Il n'existe pas de point d'équilibre à ce dilemme, d'où la nécessité de marcher constamment sur un étroite ligne de crête entre ces deux risques.

En tant que responsable, nous devons, d'un côté, avoir le courage de commander, de prendre des décisions, au risque d'être accusé d'autoritarisme, et de l'autre nous devons savoir écouter et accepter les positions contraires au risque, alors, d'être accusé de faiblesse et de laxisme. Là encore la voie est étroite entre les deux précipices.

En tant qu'exécutant, nous devons savoir obéir au risque de la soumission aveugle, mais nous devons aussi faire preuve de réflexion critique sans tomber dans l'opposition systématique. Là encore, le point d'équilibre est difficile à trouver.

Dans le moment que nous traversons, et peut-être pour toujours, nous aurons à vivre avec ces trois dilemmes tant que durera la démocratie. Pour reconstruire une autorité

positive, il faudra du courage, de l'intelligence et du temps. Il n'existe pas de solution toute faite. Quelles sont les pistes à suivre pour redonner du sens à l'autorité ? :

- *Ne pas penser l'autorité en terme d'homme providentiel*, de leader charismatique. Ceux qui veulent un chef au pouvoir fort confondent autorité et autoritarisme.

- *Renforcer l'autorité des institutions* car dans une démocratie l'autorité c'est d'abord l'État de droit. La source de l'autorité est dans la Constitution. Pour ce faire il conviendrait de renforcer les études de droit au cœur de notre système éducatif dans le secondaire pour permettre de ne plus voir les institutions comme un obstacle à notre liberté alors qu'elles participent à la construction de notre société. Mais les institutions n'existent que par les hommes qui les animent et il faut également poser la question de l'autorité des acteurs de la vie politique et sociale. Or nous traversons une grave crise de confiance à l'égard de ces acteurs dont trop d'entre eux ne conforment pas leurs actes à leurs paroles. Ce problème de confiance concerne tous les étages de la société et pas seulement les hommes politiques (abus sexuels commis par l'entourage familial, des entraîneurs sportifs, des prêtres). Il convient donc de retisser de la confiance, chacun d'entre nous à notre niveau.

- *Réfléchir aux valeurs que nous voulons transmettre* car on maîtrise d'autant mieux le changement que l'on sait qui on est et d'où l'on vient. Dans ce moment d'accélération du temps, favorisé par les nouvelles technologies, nous avons tendance à dévaloriser le passé et nos traditions ce qui accentue la rupture intergénérationnelle. Cette rupture n'a jamais été aussi importante qu'actuellement, nécessitant de retisser du lien entre le passé et le présent. Il est important de redéfinir l'héritage politique, culturel et moral que nous voulons transmettre et ainsi revaloriser l'autorité des traditions. Toutes les découvertes importantes ou innovantes prennent appui sur le passé (Picasso qui s'est inspiré de l'art des Cyclades, Einstein élabore la théorie de la relativité pour expliquer les faiblesses des lois de la gravité de Newton). Le passé est bien présent parmi nous et nous y faisons appel très souvent sans y réfléchir. Nous devons repenser nos traditions pour en apprécier la valeur et la richesse.

- *Réfléchir aux buts que nous poursuivons* et à la manière dont nous voulons les atteindre. Nous ne restaurerons la confiance, qui fonde l'autorité, qu'en adoptant des règles et des principes justes et en proposant des idéaux qui ne soient pas que des paroles creuses. Il convient d'accorder nos actes et nos paroles. Commander suppose de s'appliquer à soi-même les règles que l'on énonce et de respecter les idéaux que l'on propose. Ce ne sont pas les jeunes qui sont responsables de la crise de l'autorité et ils suivront ceux en qui ils auront confiance, qui les respecteront et leur proposeront un véritable idéal. Comme le souligne Annah Arendt : « L'autorité est juste si celui qui l'exerce est un promoteur de l'humain, s'il représente ce plus, ce supplément d'âme qui augmente la valeur humaine du monde et qui donne confiance dans le monde et dans l'avenir ».

-Revenir aux fondamentaux de toute éducation, d'abord dans la famille, sans crainte d'imposer des règles strictes (dire bonjour, parler correctement, respecter les autres, participer aux tâches ménagères, ranger ses affaires). La famille est le lieu de l'affection, mais le respect des règles de la vie en société n'est pas contraire à l'affection et il est même un facteur de sécurité. L'enfant a besoin de règles et de limites pour se construire. Ensuite à l'école où la vie dans l'établissement suppose des contraintes et des entraves à la liberté individuelle (arriver à l'heure, faire le silence, ne pas se disputer, écouter le professeur, ne pas lui répondre, rendre ses devoirs à temps). Ces règles sont utiles, mais leur objet n'est pas simplement de faire régner la discipline. Elles ont aussi, et surtout, pour but de conduire les jeunes vers plus d'humanité, de les socialiser, et de les faire entrer dans un monde qui leur préexiste et dont ils doivent intégrer les valeurs.

Conclusion.

Pour appliquer ces principes de l'autorité, cessons d'agir selon la règle du « chacun pour soi et à court terme » et agissons au contraire collectivement et à long terme. Vaste programme, de très longue durée, qui suppose que l'homme change profondément.
Par conséquent nous sommes condamnés à réfléchir.